

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui participent à cette enquête annuelle sur le bilan et les perspectives d'activité, dans les secteurs de l'industrie, des services marchands et de la construction.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	8
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	11
MÉTHODOLOGIE	14
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

La collecte de cette enquête a été réalisée avant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février 2026.

Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis.

Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2026](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après la première estimation des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaît une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.

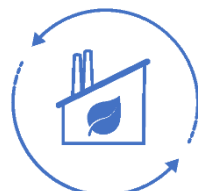
En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse.** Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023. 2

Chiffres clefs



Industrie

Chiffre d'affaires

2025 : +4%

2026 : +3%

Exportations

2025 : +4,1%

2026 : +4,9%

Effectifs

2025 : +1,1%

2026 : +0,7%



Services marchands

Chiffre d'affaires

2025 : +2,2%

2026 : +2,1%

Effectifs

2025 : +1,5%

2026 : +0,1%



Construction

Production totale

2025 : +1,2%

2026 : 0%

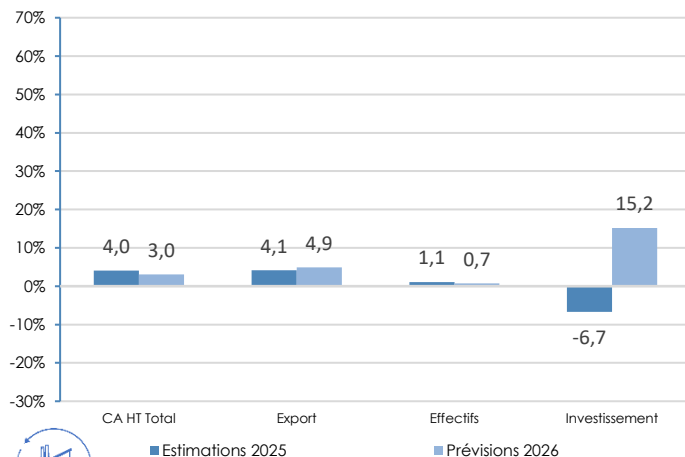
Effectifs

2025 : -1,1%

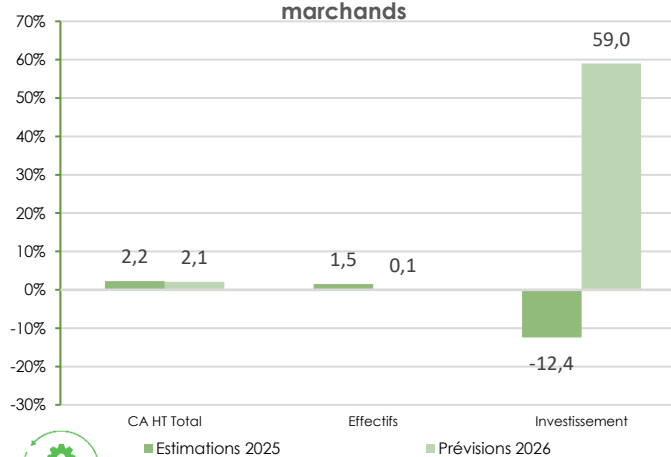
2026 : -0,3%

Situation régionale

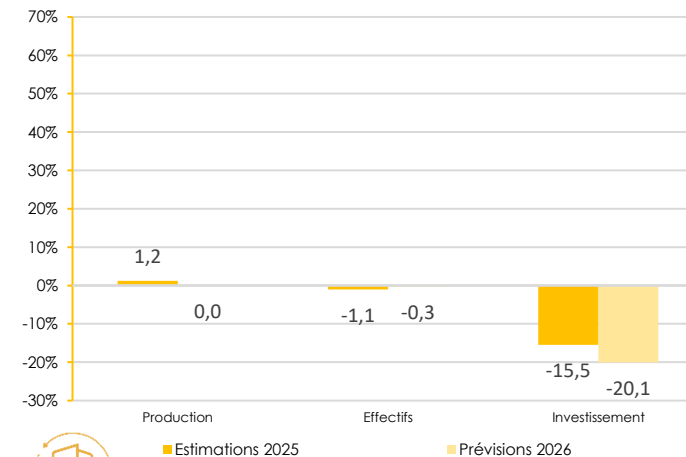
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

En 2025, l'activité industrielle a progressé, accompagnée de quelques embauches. Toutefois, les stratégies d'investissement ont été revues à la baisse. L'année 2026 serait marquée par une croissance d'activité limitée dans tous les segments. Par conséquent, les entreprises feraient moins appel au personnel intérimaire.

L'activité des services marchands a légèrement progressé au cours de l'exercice 2025. Le maintien des marges se poursuit, notamment par la mise en place de réorganisations internes. Les effectifs ont faiblement augmenté. En 2026, l'activité devrait de nouveau progresser. Si une reprise significative des investissements est envisagée, l'emploi restera stable pour autant.

Si la croissance de l'activité dans le bâtiment reste stable en 2025, le secteur des travaux publics enregistre une progression de son chiffre d'affaires. Le niveau des effectifs se contracte à nouveau. Les marges se maintiennent dans l'ensemble des secteurs. En 2026, une stabilité de l'activité est attendue, les entreprises mentionnant une baisse en ce début d'année puis une reprise sur le deuxième semestre.

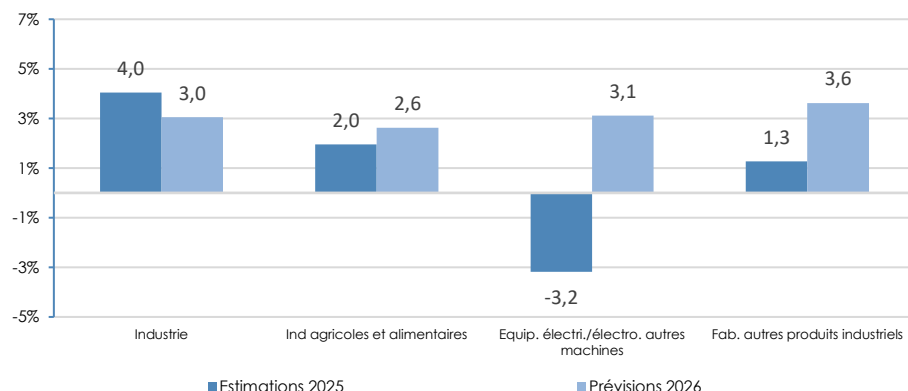
Au vu des développements géopolitiques récents, les prévisions 2026 sont soumises à un aléa baissier, lié au conflit au Moyen-Orient, pouvant perturber les chaînes d'approvisionnement et augmenter les coûts de l'énergie sur le mois de mars.



Synthèse de l'Industrie

En 2025, l'activité industrielle progresse légèrement, de manière contrastée selon les filières, sur fond de ralentissement de la demande. La rentabilité se maintient malgré la pression exercée sur les prix de vente et la hausse des coûts. Dans ce contexte, les effectifs évoluent peu et les investissements reculent. Pour autant, en 2026, les dirigeants anticipent une croissance modérée mais plus généralisée de l'activité et une amélioration des marges.

Évolution du chiffre d'affaires



L'activité de l'année 2025 s'inscrit, dans la plupart des compartiments, dans une croissance conforme aux prévisions exprimées l'an dernier. Cependant, les chefs d'entreprise témoignent majoritairement d'un repli de la demande, d'un attentisme et de difficultés sectorielles. Les incertitudes politiques et économiques accrues (instabilité politique, tensions internationales) pèsent sur la demande et les décisions d'investissement des clients. Les prévisions augurent avec prudence une croissance plus modérée en 2026, sauf dans les compartiments des équipements électriques-électroniques et des autres produits industriels, où la reprise serait plus marquée.

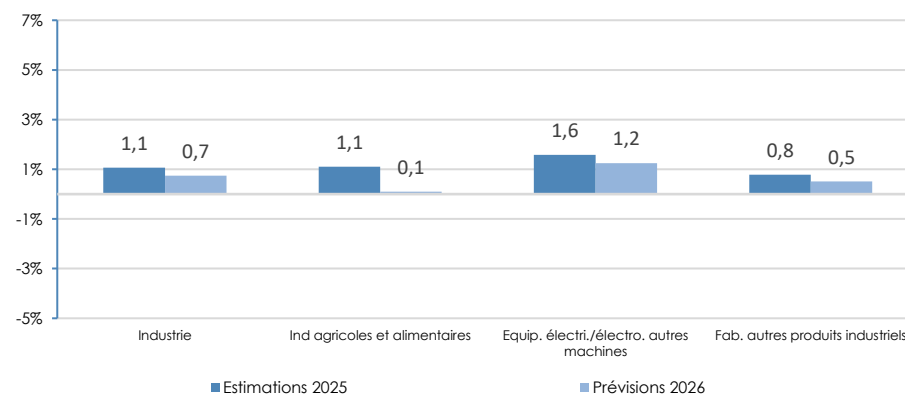
La rentabilité se maintient par rapport à 2024 en dépit d'une pression à la baisse des prix des produits finis et d'un contexte international peu favorable. Elle devrait néanmoins se redresser en 2026 grâce à la maîtrise des coûts et la modernisation des outils de production.

L'année 2025 a été marquée par une pause des investissements, ceux-ci ayant été reportés sur l'année 2026.

En 2025, l'emploi industriel ne progresse pas à la même vitesse que l'activité, freiné par un manque de visibilité, des carnets de commandes souvent faibles et une forte pression sur les marges.

Les intentions d'embauche resteraient limitées en 2026 en attendant une reprise marquée de la demande.

Évolution des effectifs



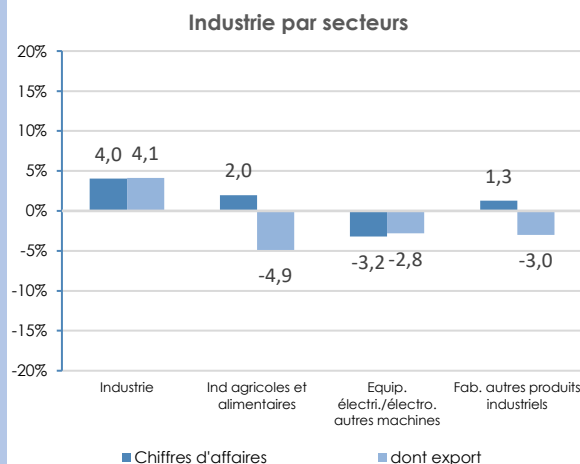
Source Banque de France – INDUSTRIE



11,4%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



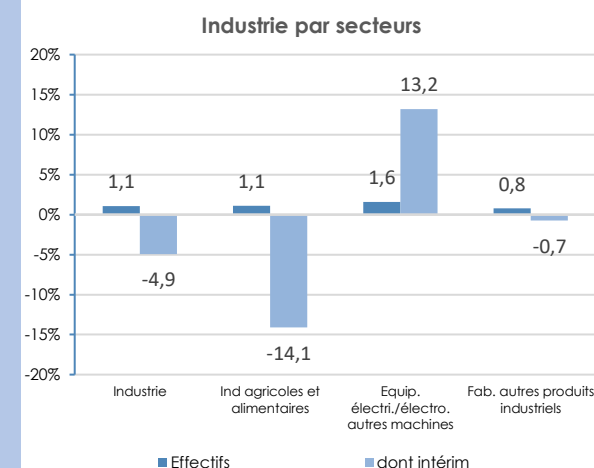
Conformément aux anticipations de l'an dernier, l'activité industrielle progresse en région. Des disparités sectorielles sont cependant observées, notamment dans la fabrication des équipements électriques et électroniques, en repli pour la deuxième année consécutive, l'industrie chimique ou les produits non métalliques. Les chefs d'entreprises évoquent le recul de la demande, notamment à l'export, la pression concurrentielle, souvent internationale, et l'attentisme des clients au regard de l'incertitude économique et politique.

Une croissance masquant un ralentissement de la demande

Effectifs, dont intérim

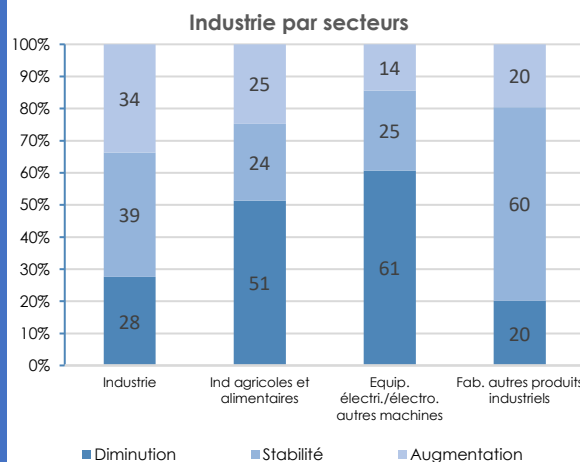
En 2025, les effectifs évoluent peu dans l'ensemble. Le recours à l'intérim se contracte, en particulier dans l'industrie agroalimentaire après le pic constaté en 2024. Quelques secteurs renforcent leurs équipes, tels que la fabrication d'équipements électriques et électroniques, les produits métalliques et les autres industries manufacturières, afin d'accompagner la progression d'activité réalisée ou à venir.

Une progression limitée



Bilan

2025



La rentabilité résiste difficilement selon les secteurs

La rentabilité se maintient dans l'ensemble de l'industrie. Cependant, cette stabilité masque des disparités sectorielles. En effet, la majorité des entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la fabrication d'équipements électriques-électroniques voient leur rentabilité diminuer. Elles évoquent la hausse du prix des intrants (métaux, viandes, fèves) insuffisamment répercutée sur les prix de vente, la concurrence étrangère et les tensions internationales.

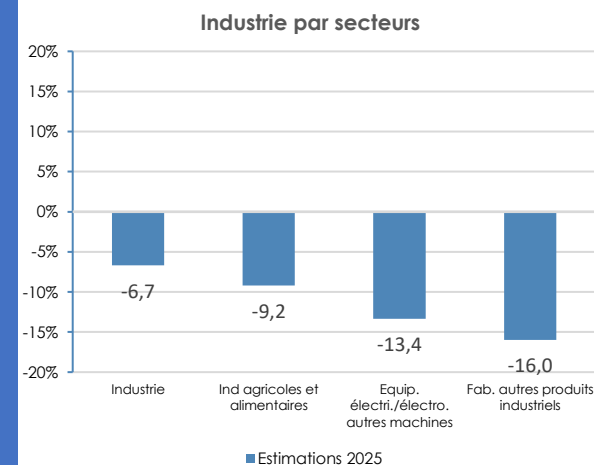
Rentabilité

Les investissements sont en berne

Les investissements reculent par rapport à 2024 où ils avaient progressé de 10 %. Les programmes d'investissement ont été reportés en 2026 en raison de la dégradation de la rentabilité et du manque de visibilité de l'activité.

Des opérations sont néanmoins réalisées dans l'équipement comme dans l'immobilier en vue d'optimiser les capacités de production.

Évolution des investissements

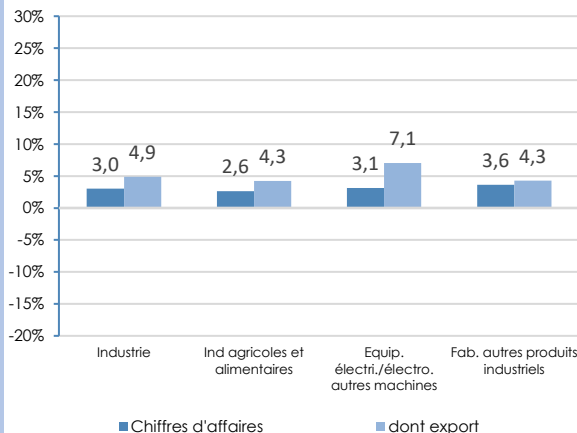




11,4%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Chiffre d'affaires, dont export

Les prévisions d'activité sont positives mais elles demeurent prudentes. Les compartiments porteurs sont les autres produits industriels (en particulier l'industrie chimique et les autres industries manufacturières) ainsi que les équipements électriques-électroniques. Ils bénéficieraient d'une réorientation stratégique et d'une demande plus dynamique, notamment dans le domaine de la défense. L'industrie agroalimentaire serait limitée par le contexte économique incertain qui modifie les modes de consommation.

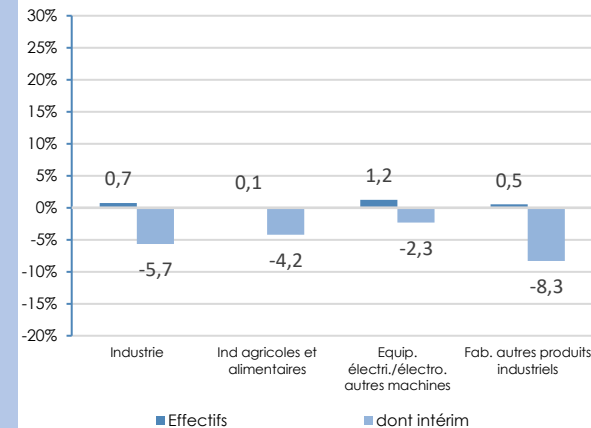
Une année placée sous le signe d'une croissance limitée mais généralisée

Effectifs, dont intérim

Hormis quelques secteurs — dont la fabrication d'équipements électriques et électroniques ainsi que l'industrie chimique, où des recrutements sont envisagés— les effectifs devraient peu évoluer en 2026. Cette situation s'inscrit dans un contexte marqué par d'importants programmes de modernisation des outils de production et par la volonté de contenir les charges. Par ailleurs, les dirigeants soulignent la pénurie persistante de profils techniques.

Aucun renforcement significatif envisagé

Industrie par secteurs

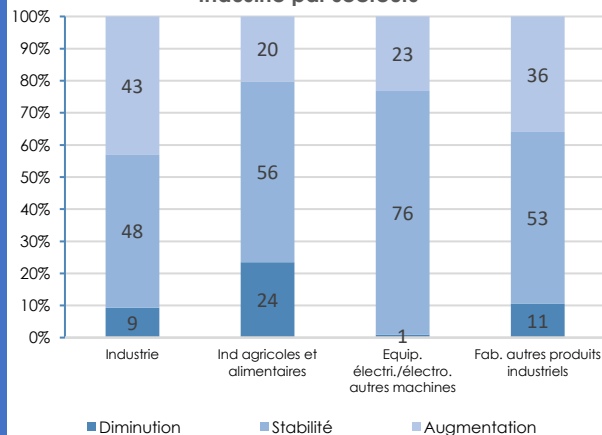


Perspectives



2026

Industrie par secteurs



Une amélioration attendue de la rentabilité

La plupart des entreprises envisagent en 2026 une stabilisation, voire une amélioration, de leur rentabilité, en particulier celles du segment des équipements électriques-électroniques.

Pour cela, face à la difficulté d'agir sur les prix de vente, elles projettent de réduire les coûts via la réorganisation de l'activité et la modernisation de l'outil de production.

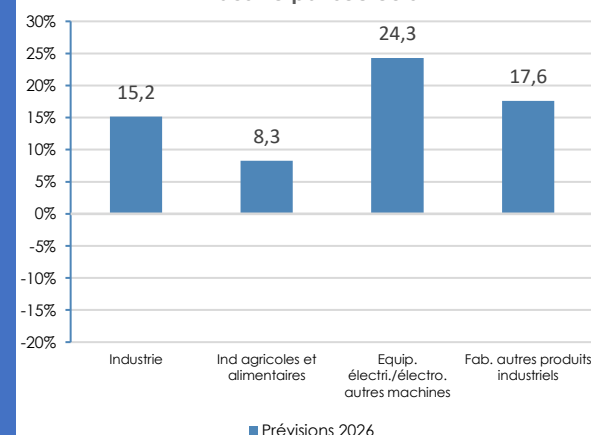
Rentabilité

Reprise stratégique des investissements

Les investissements suspendus en 2025 seraient programmés en 2026 dans tous les compartiments. Dans l'objectif de réduire les coûts de production, ils concerneraient surtout la modernisation ou le renouvellement des équipements mais aussi la construction de nouveaux sites et la création de nouvelles lignes de production.

Investissements

Industrie par secteurs

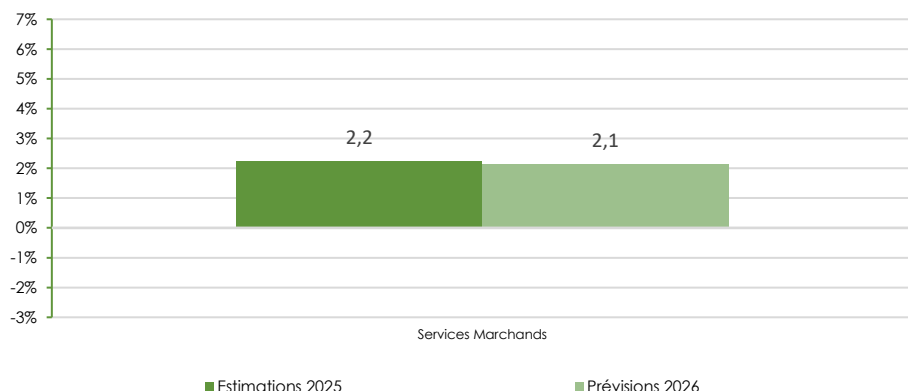




Synthèse des services marchands

En 2025, le secteur des services marchands enregistre une légère hausse d'activité, tirée principalement par la filière de l'hébergement et restauration. Les effectifs augmentent modestement dans l'ensemble des sous-secteurs. Les investissements sont en net repli, notamment dans l'hébergement et restauration. Malgré un climat d'incertitudes économiques, politiques et géopolitiques, l'évolution du volume d'affaires devrait être positive en 2026, tout en maintenant les effectifs.

Évolution du chiffre d'affaires



En 2025, le chiffre d'affaires des services marchands a légèrement progressé pour l'ensemble des compartiments. Cette tendance s'est particulièrement confirmée dans l'hébergement et restauration, grâce à une saison touristique dynamique portée par la clientèle étrangère. En dépit d'un contexte incertain sur le plan national et international, les dirigeants anticiperaient une nouvelle amélioration des courants d'affaires, hormis dans la branche du transport et entreposage où une quasi-stabilité de l'activité prévaudrait.

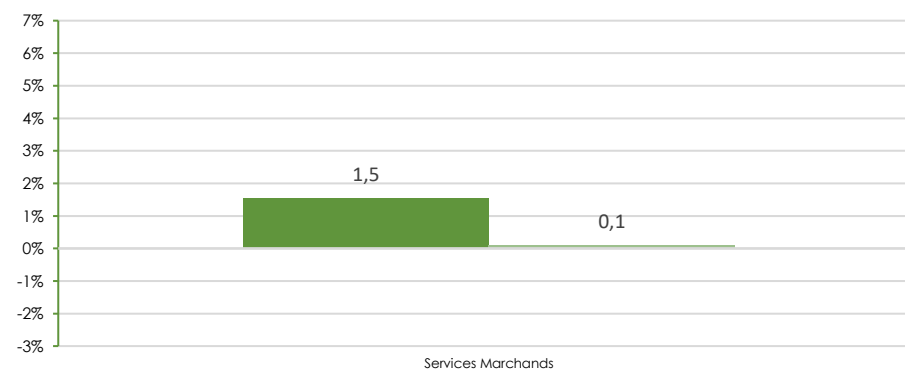
La rentabilité des entreprises se maintient en 2025. Les coûts sont mieux maîtrisés pour les filières de l'information communication et hébergement restauration. Elle se stabiliserait également en 2026 grâce à des stratégies de développement plus ciblées.

Les investissements sont en baisse en 2025 après la hausse de 2024, excepté dans l'information communication et autres services où ils sont essentiellement centrés dans la recherche et le développement. Pour 2026, les investissements programmés seraient notamment dans la modernisation des établissements pour la filière de l'hébergement et restauration.

Les effectifs des services marchands augmentent faiblement en 2025. Cette hausse concerne essentiellement des emplois intérimaires et des emplois saisonniers, particulièrement dans les compartiments de l'hébergement et restauration.

Pour 2026, les effectifs resteraient globalement stables, excepté dans la filière de l'information et communication. En effet, les équipes seraient renforcées en prévision du lancement de nombreux nouveaux projets. Dans le segment du transport et entreposage une réduction des effectifs est anticipée en raison de la baisse prétendue de l'activité.

Évolution des effectifs



Source Banque de France – SERVICES



42,3%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

L'activité des services marchands progresse en 2025. Cette évolution est essentiellement portée par l'hébergement/restauration qui a tiré profit d'une saison touristique dynamique, renforcée par l'impact positif des événements régionaux. L'information et la communication affiche aussi une tendance positive en lien avec une maîtrise des coûts et le déploiement de l'intelligence artificielle. La filière des autres services se maintient, ainsi que le transport et entreposage en dépit d'une baisse des volumes, de la faiblesse de la demande et des grèves portuaires.

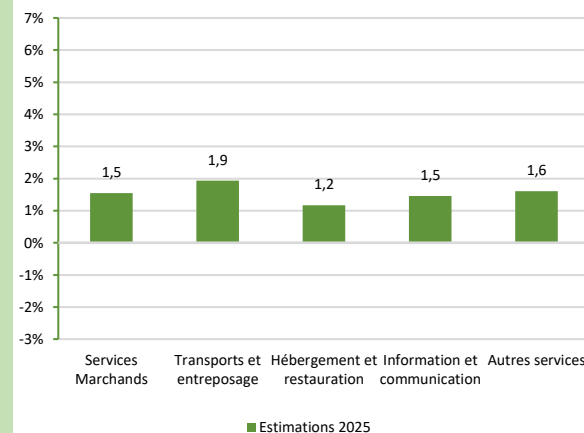
Une progression des chiffres d'affaires

Effectifs, dont intérim

Les effectifs se renforcent modérément dans l'ensemble des compartiments. L'hébergement/restauration s'appuie sur le recrutement de saisonniers en haute saison et un recours accru aux intérimaires pour assurer son activité. Des difficultés de recrutements et des tensions sur la disponibilité de personnels qualifiés sont toutefois évoquées dans certaines filières. C'est le cas dans celle du transport et entreposage qui est confrontée à un manque de chauffeurs et dockers risquant ainsi de ralentir l'activité de l'année à venir.

Un maintien des équipes

Évolution des effectifs

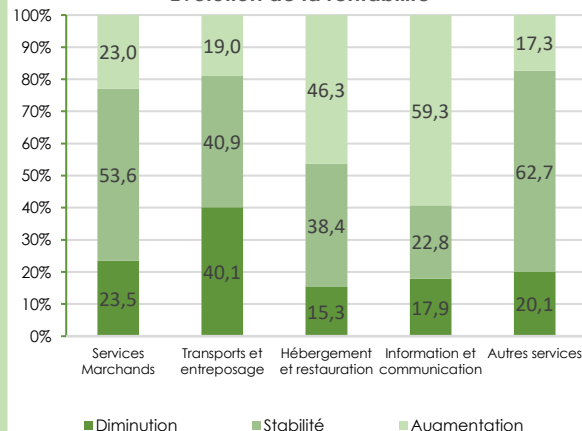


Bilan

2025



Évolution de la rentabilité



Une rentabilité qui se maintient globalement

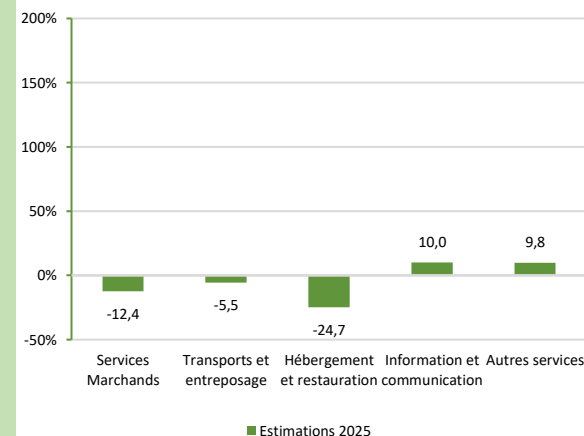
La rentabilité des services marchands est stable pour la moitié des entreprises interrogées. En effet, les restructurations et réorganisations des processus inerte mis en œuvre en 2024 permettent une meilleure maîtrise des dépenses. À noter toutefois, dans la filière du transport/entreposage, une rentabilité en baisse pour une majorité des entreprises même si une augmentation des prix est appliquée. Ceci est expliqué par une augmentation des charges : gazole, électricité, péage, entretien/réparation des véhicules.

Rentabilité

Les investissements se contractent en 2025

Les investissements sont en net repli en 2025, après une année 2024 de hausse. Toutefois, cette évolution ne concerne pas les filières de l'information communication et autres services qui redémarrent leurs programmes d'investissements. Ils sont essentiellement dans la recherche et développement (intelligence artificielle), le renouvellement de matériel informatique et la modernisation des sites.

Évolution des Investissements



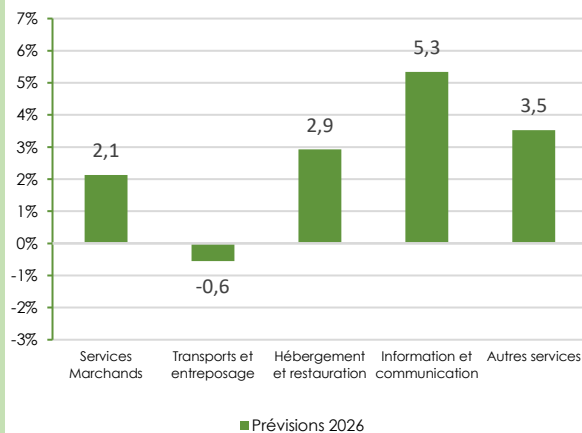
Investissements



42,3%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

Pour 2026, les prévisions d'activité restent prudentes avec une visibilité limitée en raison des incertitudes économiques et politiques qui conditionnent la trajectoire des entreprises. Malgré cela, les dirigeants anticiperaient une progression de leur chiffre d'affaires, excepté dans le transport et entreposage où un léger repli devrait s'annoncer.

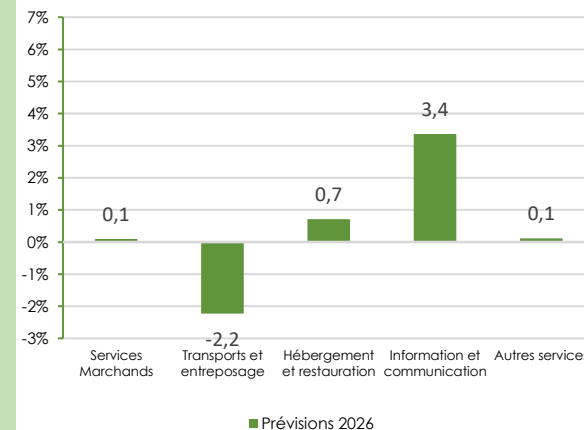
Une progression modérée de l'activité dans l'ensemble

Effectifs, dont intérim

Les équipes devraient être stables en 2026, mais le recours aux intérimaires fléchirait significativement. À l'exception de deux filières. En effet, le transport et entreposage serait confronté à une légère baisse des volumes transportés qui amènerait une réduction de ses effectifs dans sa totalité. Quant au secteur de l'information et la communication, les dirigeants renforceraient leurs équipes par des recrutements ciblés liés à des projets stratégiques pour 2026.

Des équipes relativement stables

Évolution des effectifs

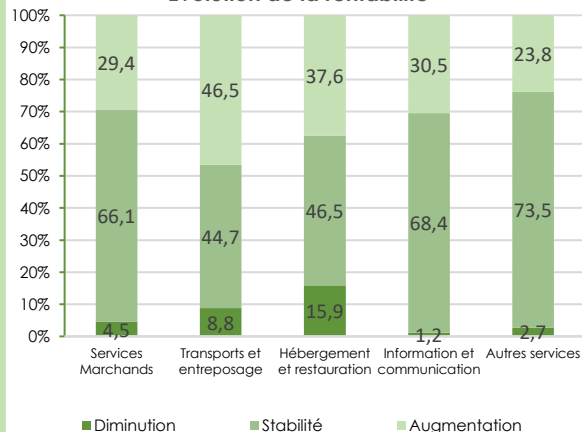


Perspectives



2026

Évolution de la rentabilité



Une rentabilité en amélioration en 2026

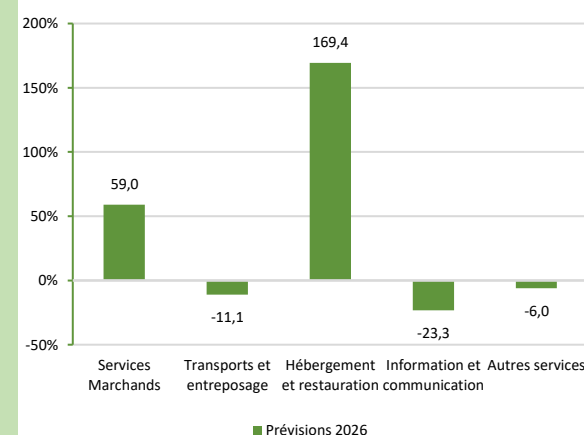
La majorité des dirigeants des services marchands (7 sur 10) réussiraient à conserver leurs marges en 2026. Cette évolution serait liée à une stratégie de développement plus ciblée autour de leurs clientèles, une meilleure maîtrise des coûts, et une volonté de réduire les délais paiements des clients.

Rentabilité

Des orientations différenciées selon les filières

Les évolutions sont différenciées selon les secteurs. De forts investissements seraient prévus dans les segments hébergement et restauration. En effet, les dirigeants envisageraient des travaux de modernisation/rénovation de leurs établissements devant permettre une hausse des prix des nuitées. Pour les autres filières, les investissements se réduiraient compte tenu des réalisations faites en 2025 et du contexte géopolitique national et international incertain qui repoussent de nombreuses décisions.

Évolution des Investissements



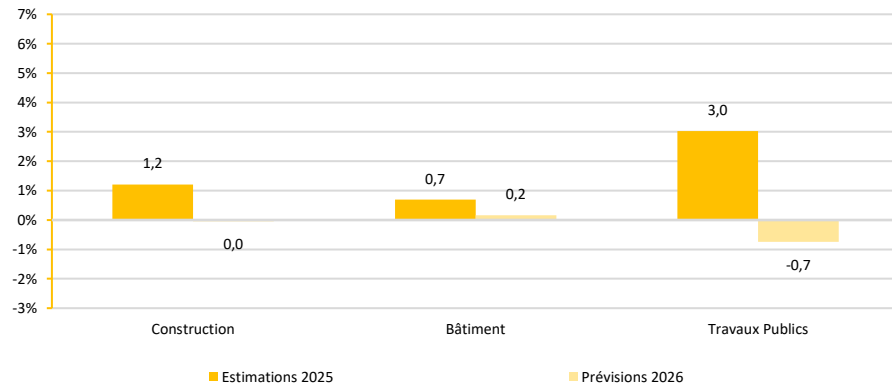
Investissements



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En 2025, l'activité ressort en légère progression pour l'ensemble du secteur de la Construction. Toutefois, le climat des affaires reste en dessous de sa moyenne de long terme. Les prévisions communiquées pour 2026 restent très prudentes face aux incertitudes politiques. Les dirigeants doivent relever plusieurs défis : ralentissement de l'activité lié aux élections municipales, maintien des marges, gestion des chantiers décalés, planification des investissements et recrutements.

Évolution de la production



Pour l'année 2025 dans son ensemble, les professionnels évoquent une légère croissance de l'activité.

Les **Travaux Publics** ont profité de nombreux projets ne nécessitant pas de budgets importants et pouvant être lancés plus rapidement. Ils ont aussi été favorablement impactés par la volonté de terminer un maximum de chantiers avant le 31 décembre.

Le **Bâtiment** s'est concentré sur des marchés où la demande est demeurée bien orientée : la maison individuelle haut de gamme, la rénovation/réhabilitation mais uniquement sur la première partie de l'année, les plateformes logistiques, l'hôtellerie de luxe.

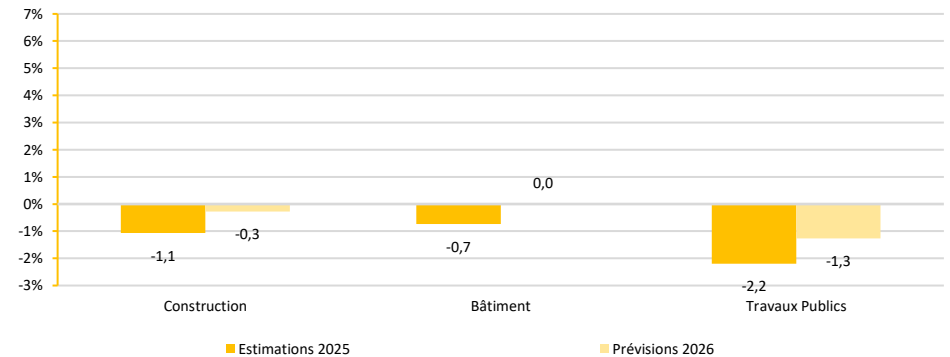
Mais le volume des mises en chantier reste peu élevé au regard de l'historique. Les programmes d'ampleur sont rares. Le logement neuf ne connaît pas de véritable reprise.

Pour 2026, les dirigeants envisagent une quasi-stabilité de l'activité dans le BTP. Après un début d'année atone, le second semestre devrait permettre un rattrapage avec la mise en œuvre de plus de chantiers.

Sur l'année pleine, les effectifs ont diminué dans le secteur de la construction. Le recours à l'intérim a aussi été réduit. Cette tendance devrait se poursuivre en 2026.

Les incertitudes pour 2026 et une activité qui n'a pas retrouvé son niveau historique, n'incitent pas à plus d'embauches. Des dirigeants ne remplacent pas systématiquement les départs et recourent à la sous-traitance si nécessaire. Par ailleurs, le recrutement de profils techniques (chefs de chantier, conducteurs d'engins) s'avère difficile.

Évolution des effectifs

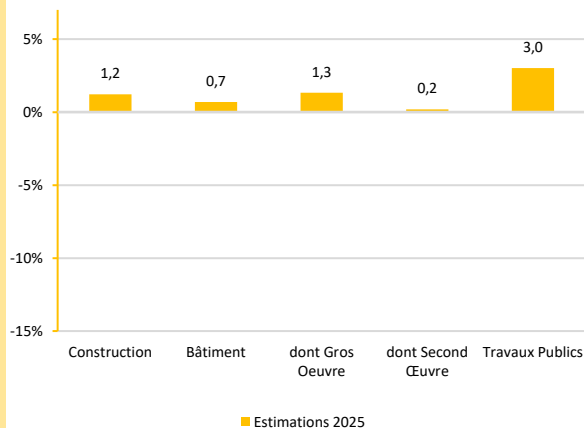




8,12%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

La branche **Travaux Publics** a tiré la croissance de l'activité de l'ensemble du secteur. Une pluralité de petits et moyens contrats a été conclue à la place des gros projets qui seront lancés après les élections municipales. La branche **Bâtiment** dégage un chiffre d'affaires avec une évolution correcte. Faisant face aux difficultés sur le logement neuf, les professionnels du Gros œuvre se sont diversifiés sur la rénovation énergétique en assumant des travaux jusqu'à leur aboutissement. Ils ont peu, voire pas, sollicité leurs confrères du Second œuvre en fin de chantiers.

Une hausse modérée de la production

Effectifs, dont intérim

De nombreux contrats sont concernés par la baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité demeurant peu dynamique.

Le Gros œuvre est particulièrement concerné ainsi que les Travaux Publics mais dans une moindre mesure.

Des dirigeants évoquent un recours limité à l'intérim et un positionnement attentiste avant d'augmenter le nombre de salariés. De plus, certains profils se révèlent difficiles à recruter.

Pour le Second œuvre impacté par une activité en dents de scie, des recrutements ont été réalisés pour assurer des chantiers plus nombreux en fin d'année.

Des effectifs globalement en baisse

Évolution des effectifs

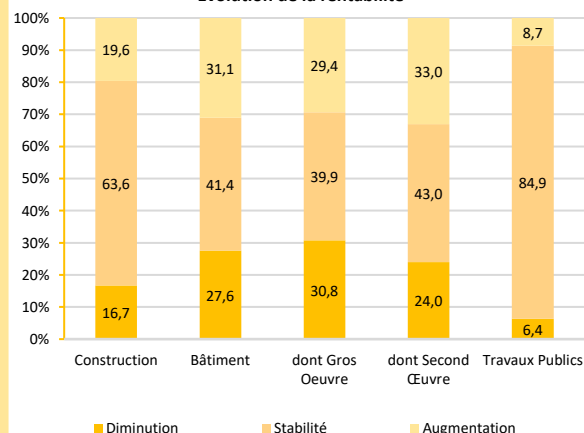


Bilan



2025

Évolution de la rentabilité



Des marges plus ou moins sous tensions selon la branche d'activité

Les professionnels du **Bâtiment** réussissent majoritairement à préserver leurs marges. Dans un contexte de forte pression à la baisse des prix, certains préfèrent renoncer aux contrats face à la concurrence agressive des majors non spécialisés.

En revanche, les entreprises de **Travaux Publics** témoignent être peu concernées par une baisse de leur rentabilité.

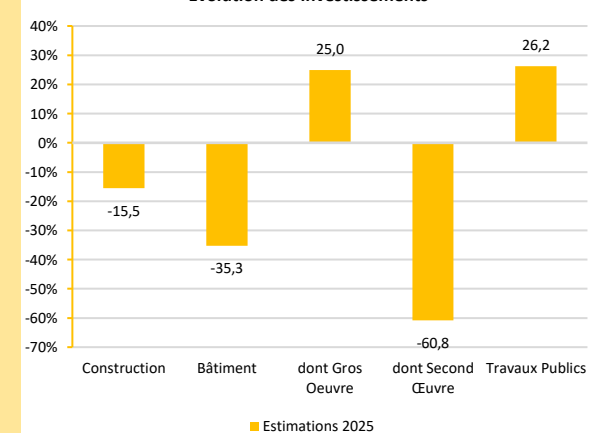
Rentabilité

Des investissements en net recul dans le Second œuvre

Dans un climat d'incertitudes, les entreprises du Second œuvre ont encore reporté leurs investissements, sans rattrapage de la baisse déjà constatée en 2024.

La position est moins attentiste pour les autres branches qui fonctionnent avec de plus gros équipements à renouveler régulièrement.

Évolution des Investissements



Investissements



8,12%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

Le chiffre d'affaires du secteur de la Construction devrait être quasi stable.
Les professionnels prévoient une deuxième partie d'année plus dynamique que la première. Les élections municipales vont décaler les lancements de chantiers.
Les entreprises du Second œuvre sont susceptibles de profiter tout de même de la demande en matière

Des prévisions prudentes qui tablent sur une stabilité de l'activité

Effectifs, dont intérim

La conjoncture incertaine freine les recrutements et les créations de postes. Permettant des ajustements rapides d'effectifs pour faire face aux variations d'activité, l'emploi intérimaire continue de diminuer.

Seuls les dirigeants du Second œuvre annoncent quelques recrutements pour terminer les chantiers démarrés fin 2025.

Des effectifs qui devraient peu évoluer

Évolution des effectifs

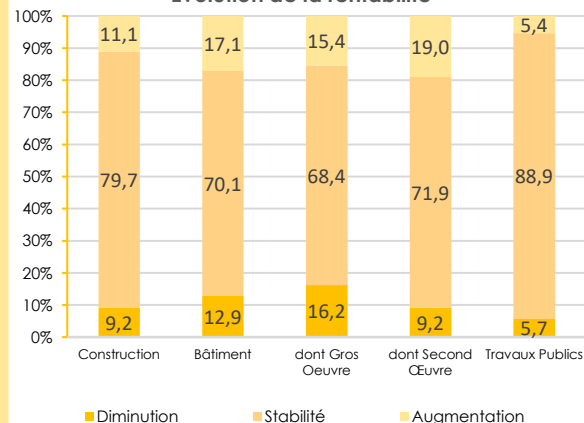


Perspectives

2026



Évolution de la rentabilité



Des anticipations qui convergent vers un maintien de la rentabilité

Une stabilité de la rentabilité est attendue par une large majorité des professionnels.
La hausse de certains coûts ne devrait pas être totalement répercutée sur les prix. Des solutions sont envisagées pour maintenir les marges (achats groupés, matériaux alternatifs et recyclés...).

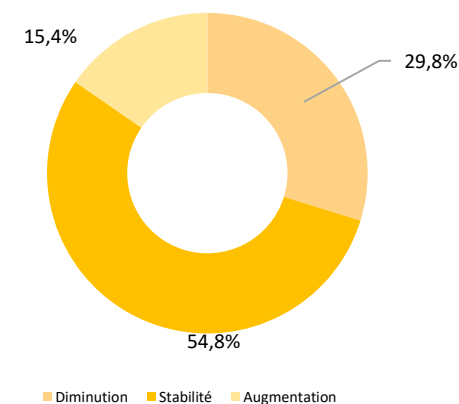
Rentabilité

Des carnets de commande qui se garnissent lentement

Près de 30% des chefs d'entreprise du BTP mentionnent des carnets de commande en baisse.
La commande publique étant quasi en berne pendant la période des élections municipales, la proportion atteint même 45% pour la seule branche Travaux Publics.
Les professionnels s'attendent à un décalage des commandes pour des chantiers sur le 2^{ème} semestre 2026, une fois les élections passées.

Carnets de commandes

Évolution des carnets de commandes





Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur trois exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1 542 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 191 848 personnes

Un chiffre d'affaires global de 44 015 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	571	54 176	119 029	45,5%
Ind agricoles et alimentaires	105	7 906	14 574	54,2%
Equip. électri./électro. autres machines	81	7 989	15 798	50,6%
Fab. autres produits industriels	366	28 548	61 730	46,2%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services Marchands	1 979	133 168	491 793	27,1%
Transports et entreposage	548	26 246	94 454	27,8%
Hébergement et restauration	395	7 508	124 129	6,0%
Information et communication	230	11 622	49 904	23,3%
Autres services	792	87 628	203 755	43,0%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Construction	591	29 203	114 162	25,6%
Bâtiment	438	13 171	87 726	15,0%
dont Gros Œuvre	140	6 765	30 419	22,2%
dont Second Œuvre	298	6 406	57 307	11,2%
Travaux Publics	153	16 032	26 436	60,6%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Provence - Alpes - Côte d'Azur Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

Banque de France Département des activités économiques régionales
<i>Place Estrangin-Pastré CS 90003 - 13254 MARSEILLE CEDEX 06</i>
 0512-emc-ut@banque-france.fr
Rédacteur en chef
Lise HECART, cheffe du département des activités économiques régionales
Directeur de la publication
Denis LAURETOU, directeur régional

**RETROUVEZ-NOUS sur notre page
régionale LinkedIn**



